TL 6334

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN
INDONÉSIE

JAKARTA, LE 22 août 1984

N° 1017/AS

"CONFIDENTIEL"

Ambassade de France
à Lisbonne
- 5. SEP. 1984

HENRI VIDAL
CHARGE D'AFFAIRES a.i. EN INDONESIE
A
SON EXCELLENCE MONSIEUR CLAUDE CHEYSSON
MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES
- Direction d'Asie-Océanie -
PARIS

A/S : Situation à Timor Est.

Si la presse indonésienne ne cesse de rapporter les progrès accomplis à Timor Est depuis 1976, date du rattachement de la 27 ème province à l'archipel, et de dénoncer unanimement les tentatives d'ingérence de certains pays étrangers pour s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Indonésie, en revanche, elle reste discrète sur la nature et l'ampleur des opérations militaires qui auraient été lancée depuis le mois d'août 1983 pour venir à bout du FRETILIN.

Un de mes collaborateurs a recueilli à cet égard un certain nombre d'informations que je crois utile de rapporter au Département. Celles-ci résultent du recoupement de données qui lui ont été fournies tant par ceux de nos collègues qui suivent de près cette question que par divers représentants de l'Eglise Catholique.

CQ : PR
CAP
NU
DELFRA NEW-YORK
LISBONNE

P.J. : 2

.../...

.../...

Celle-ci, comme le sait le Département, constitue avec ses nombreuses ramifications sur l'ensemble de l'île, une source d'information crédible, une fois la part faite de l'hostilité de principe au rattachement d'une île chrétienne à un pays musulman.

SECURITE ET ACTIVITE MILITAIRE

En ce qui concerne la sécurité proprement dite, et alors que le calme régnait à Timor-Est au printemps 1983 au point que les Indonésiens étudiaient alors les modalités de démobilisation des 10.000 hommes des Forces civiles de sécurité (RATIH), et réitéraient leurs offres d'amnisties (mes dépêches n° 598/AS du 4 mai 83 et n° 144/AS du 19 oct. 83), il est indéniable qu'elle s'est dégradée depuis un an.

Mais cette constatation n'est valable que pour la partie orientale de la province de Timor Est qui ne représente que moins de la moitié de la superficie totale de l'île. (Avec une superficie d'environ 34.000 Km2, l'île de Timor est aussi grande que les Pays-Bas. La moitié Orientale de l'île a une superficie d'environ 14.925 Km2, y compris l'enclave d'Oecussi Ambeno à Timor Ouest et l'île d'Atauro).

A l'Ouest en effet d'une ligne allant de DILI, capitale régionale, jusqu'au Cap LALETE, la situation est tout à fait normale depuis déjà plusieurs années. Un des représentants du Conseil Catholique des Eglises, qui se rend régulièrement à Timor tous les trois mois depuis 7 ans, nous a précisé à cet égard qu'aucune manifestation du Fretilin n'y était signalée depuis fort longtemps, à la différence de ce qui se passait dans la partie Est.

A partir de DILI en revanche, et jusqu'à l'extrémité orientale de l'île, subsistent des zones d'insécurité, trois essentiellement, aux alentours des villes de BAUKAU, VIKEKE, et LOSPALOS, qui sont en fait, depuis dix ans, les bases et points d'appui du Fretilin.

.../...

Les Forces de ce mouvement sont aujourd'hui estimées à quelques centaines d'hommes, soit un noyau dur d'environ 200 combattants, (avec à leur tête GUSAMAO XANANA), qu'il sera difficile de rallier à la cause indonésienne, grossi des défections d'une à deux centaines de membres des milices villageoises, qui ont rejoint le FRETILIN après l'incident meurtrier du 8 août.

On sait que celui-ci a coûté la vie à 16 militaires indonésiens d'une unité, qui ont été torturés et massacrés par le FRETILIN, et qu'il devait marquer le début d'une "insurrection générale", comme l'a révélé le Gouverneur CARRASCALAO au mois d'avril dernier. (ma dépêche n° 528/AS du 27 avril). Le haut fonctionnaire indonésien avait fait remarquer au passage qu'une fois de plus, cette agression prenait place quelques semaines avant l'Assemblée Générale des Nations Unies et était à mettre au compte de la campagne de propagande que chaque année le mouvement rebelle menait à la même époque.

Face au Fretilin, les Indonésiens, désormais résolus à "vider l'abcès" sous la ferme conduite du Général MOERDANI, disposeraient d'une vingtaine de bataillons, soit d'environ quinze mille hommes[1]. Ceux-ci sont essentiellement établis à DILI, le long des côtes, et à l'extrémité orientale de Timor, (quatre d'entre eux seraient en fait stationnés, à titre de réserve rapprochée, dans la petite île avoisinante de JAKO), cette dernière zone semblant avoir été retenue parce qu'elle est vide de population, pour éviter précisément les frictions avec les autochtones.

.../...

---

(1) : Un bataillon comprend de 800 à 1000 hommes, le chiffre de 15.000 hommes inclut les unités civiles.

La configuration du terrain se prêtant particulièrement à la guérilla, il n'y a rien d'étonnant, expliquent les représentants de l'Eglise Catholique, à ce que le Fretilin n'ait encore pu être délogé des "bastions" qu'il occupe depuis une bonne dizaine d'années (à l'exclusion de tout autre), dans les montagnes ; il en connaît les moindres recoins et de surcroît, son adversaire est mal aguerri. Sur la vingtaine de bataillons présents sur place, deux en effet ou trois tout au plus, seraient composés de Timorais. Et ces interlocuteurs de rappeler que pendant les trois années et demie de l'occupation japonaise, jamais l'envahisseur n'avait pu venir à bout de la poignée de résistants qui s'étaient réfugiés dans les forêts.

doc secrets

Aussi bien estime-t-on généralement ici que les opérations se limitent à des coups de main du Fretilin des groupes descendant, comme par le passé, des hauteurs pour trouver leur nourriture dans les villages qui, s'ils ne font pas preuve de coopération, sont pillés et brûlés par les rebelles. De temps à autre, est également signalée l'attaque de convois militaires dans les zones les plus difficiles d'accès (ainsi en avril dernier, les 28 soldats circulant dans un camion dont le chauffeur était acquis au Fretilin, ont-ils "accidentellement" trouvé la mort dans un ravin). La différence avec l'année passée est que la riposte indonésienne est immédiate. Monseigneur Carlos Belo, Administrateur Apostolique à Timor, a fait récemment à la presse australienne des déclarations qui paraissent sur ce point conformes à la réalité : la population, en majorité analphabète (il y a beau temps que les plus instruits ont quitté Timor pour le Portugal, l'Australie, le Brésil ou Macau), se rallie selon les circonstances au plus offrant ; elle est aujourd'hui prise entre deux feux, et est la première à faire les frais de l'exacerbation des passions dans les deux camps : pour les Indonésiens, il s'agit maintenant en effet d'asseoir durablement l'autorité de l'Etat et pour le Fretilin, qui prend conscience de sa perte de crédibilité auprès des villageois, en raison des exactions qu'on lui reproche, et ddémenti par Mgr Belo

NAO

et dans l'opinion internationale, il s'agit de jouer le tout pour

.../...

le tout pour faire valoir sa représentativité alors que ses soutiens s'amenuisent régulièrement aux Nations-Unies.

Dans ces conditions, on pense généralement que les pertes humaines se sont accrues, mais il n'est guère possible de vérifier si deux cents militaires au moins, chiffre qui circule avec insistance, ont bien trouvé la mort depuis le mois d'août dernier. Il est encore plus difficile d'évaluer les pertes du côté des rebelles et dans la population. En tout état de cause, il ne faudrait pas considérer que la reprise des hostilités provoquée au premier chef par la riposte de l'armée indonésienne, traduise un mouvement d'adhésion en faveur du Fretilin, car elle entraîne aussi une désaffection à son endroit. Les observateurs catholiques partagent presque tous ce sentiment, et nos collègues américains et australiens qui se sont rendus sur place depuis le mois d'août sont arrivés aux mêmes conclusions. Il n'est d'ailleurs pas sans intérêt de relever à cet égard que si la Croix Rouge Internationale était limitée dans ses mouvements en début d'année, des diplomates américains ont en revanche pu se déplacer librement au mois de février, en particulier dans les régions de Baukau et Vikeke, et en se conformant à un itinéraire qu'ils avaient eux-même fixé. Nulle part ceux-ci n'ont eu l'impression d'un pays "à feu et à sang", comme le rapportent certains organes de la presse internationale, et alors que l'Ambassadeur d'Australie, malgré des limitations, a pu au cours de sa toute récente visite, circuler en voiture, sans escorte militaire rapprochée, sur une cinquantaine de kilomètres à l'Est de Dili. (1)

Cependant sur le plan des Droits de l'Homme, on reproche aux forces indonésiennes d'avoir commis des exactions. En dépit des dénégations du Gouverneur CARRASCALAO, il semble bien en réalité que des représailles aient eu lieu après l'incident du 8 août contre les responsables présumés de l'agression ou ceux qui leur avaient apporté assistance. On cite à ce propos les bruits courant sur le village de Lakluta (près de Vikeke), dont toute la population masculine (soit deux cents hommes au total) aurait été passée par les armes. D'autres rumeurs font état, ici et là, d'arrestations arbitraires et de mauvais traitements. Le représentant du Conseil Catho-

.../...

(1) : cf. rapport de l'Ambassadeur d'Australie transmis par notre

.../...

lique des Eglises (MAWI), nous a déclaré être intervenu auprès du capitaine PRABOWO, gendre du Chef de l'Etat, et membre d'une unité d'élite basée dans les environs de Baukau, pour faire libérer quelques dizaines d'enfants, âgés de 9 à 12 ans, qui étaient accusés d'avoir procuré de la nourriture aux rebelles.

Il serait possible d'ajouter d'autres exemples de ce genre qui ont aussi leur pendant du côté du Fretilin (1). Mais à la décharge du gouvernement, la même source faisait observer que chaque fois qu'un évènement de ce type était relaté à haut niveau, des sanctions étaient immédiatement prises. Ainsi l'Officier responsable de l'incident précité dans le voisinage de Baukau avait été limogé peu après ; et la multiplication des reproches imputés à l'Armée venait d'entraîner le remplacement du Commandant militaire de la zone (2).

C'est que la qualité des troupes envoyées à Timor-Est laissait beaucoup à désirer ; et si le représentant du CICR a pu affirmer que les 160 prisonniers, membres ou sympathisants du Fretilin, à qui il venait de rendre visite à Dili, étaient somme toute bien traités, il n'excluait pas que d'autres le fussent beaucoup moins dans d'autres parties du territoire.

Ce sont en effet pour une bonne part des motivations financières qui incitent les hommes de troupes à servir à Timor, ceux-ci recevant sur place une solde journalière de 12.500 roupies (environ 100 francs), alors que celle-ci n'est à Java que de 1.000 roupies (8,50 francs).

Ce seraient donc essentiellement les exactions de l'Armée qui se comporte trop souvent en terrain conquis, et la corruption de certains de ses membres, qui vont jusqu'à monnayer leurs armes au Fretilin, qui expliqueraient jusqu'à présent les réserves, voire l'hos-

.../...

---

(1) : Voir interview de Monseigneur BELO en annexe.

(2) : Relevant lui-même du Général SOETARTO, Commandant de la 16 ème Région militaire -Udayana- qui couvre Bali et certaines des petites îles de la sonde.

.../...

tilité de la population à son endroit. Au point que le Gouverneur Carrascalao a pu déclarer un jour qu'il se faisait fort de pacifier le territoire, sitôt le retrait achevé des militaires...

Mais les représentants de l'Eglise Catholique se plaisent aussi à relever les maladresses du Gouvernement de Jakarta qui, par exemple, dans un territoire à forte majorité catholique et où l'Evêque jouit encore d'une influence considérable (1), n'a pas trouvé mieux que de nommer un musulman à la tête du Bureau des Affaires Religieuses. Celui-ci n'a eu de cesse, prétendent ces interlocuteurs, de remplacer, chaque fois que l'occasion lui en était donnée, les écoles catholiques par une catégorie d'écoles gouvernementales, dont les maîtres doivent être musulmans. Autant dire que le Gouverneur Carrascalao n'a pas attendu longtemps pour exiger le départ de l'intéressé, qui a été remplacé il y a deux mois par un catholique.

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Pour le reste, il est incontestable que des progrès significatifs, et tangibles pour la population, ont été accomplis sur le plan des infrastructures : construction de routes, adduction d'eau, électrification, irrigation, sur celui de l'éducation et de la santé. Les Autorités rappellent constamment à ce sujet le traitement privilégié qui est réservé à la 27ème province, celle-ci recevant des dotations budgétaires bien supérieures à celles des autres régions de l'archipel ; et elles font valoir que Timor-Est s'est plus développé depuis 8 ans qu'en 350 années de colonisation portugaise.

.../...

---

(1) : A titre d'exemple, l'ouverture du salon d'honneur de l'aéroport de DILI relève encore des services de l'Evêché.

Le raisonnement paraît fondé, et dans le domaine alimentaire en tout cas, tous les observateurs présents sur place (Eglise, CICR, Catholic Relief Service, UNICEF), s'accordent pour apporter un démenti catégorique aux rumeurs de famine, anparemment entretenues par certains milieux d'exilés timorais. En revanche, tous reconnaissent aussi que des difficultés persistent pour acheminer les denrées alimentaires dans les régions montagneuses, faute de voies de pénétration, et en particulier dans la zone traditionnellement déshéritée qui s'étend entre les villes côtières de Laga, (au nord), et d'Aliambata, (sur la côte sud).

Enfin, il convient également de faire justice des déclarations d'après lesquelles le Comité International de la Croix-Rouge aurait totalement cessé ses activités à Timor Oriental.
En fait, celles-ci n'ont jamais été interrompues à l'île d'Atauro où 2200 personnes environ attendent toujours d'être rapatriées dans leur village d'origine. Comme ce poste l'avait indiqué au Département (ma dépêche n° 528/AS du 27 avril 84), le gouvernement indonésien s'est engagé à ce que les opérations de rapatriement soient terminées avant la fin de cette année. Le représentant du CICR, qui venait d'en avoir confirmation, remarquait d'ailleurs devant nous au passage, comme déjà son prédécesseur l'année dernière, que les populations déplacées ne faisaient guère pression pour regagner leurs villages : Nourries et logées, elles se satisfaisaient plutôt de leur oisiveté forcée dans le lotissement qui leur était réservé, et qui, selon notre interlocuteur, suscitait d'ailleurs les jalousies des autochtones.

En revanche, sur l'île de Timor, le CICR n'avait pas été autorisé à se déplacer en dehors de Dili, de peur, expliquait-on, que le Fretilin ne cherchât à tirer parti d'un coup d'éclat qui aurait visé ses représentants. Il avait été cependant assuré au CICR

.../...

.../...

qu'il recouvrerait progressivement d'ici l'automne la totale liberté de ses mouvements. C'est la raison pour laquelle, après Dili, il avait pu visiter il y a quelque semaines Kupang, (capitale de Timor Ouest), où sont détenus 14 autres rebelles du Fretilin, avant de repartir dans les prochains jours visiter un certain nombre de localités dont la liste serait établie sur place, en liaison avec les Autorités. Le délégué du CICR à Jakarta nous a indiqué qu'il essaierait également à cette occasion d'obtenir le rapatriement à Timor des 12 rebelles du Fretilin qui avaient été condamnés en février dernier par le tribunal de Dili (à 7 ou 8 ans d'emprisonnement) et qui, depuis, ont été transférés à Cipinang, dans les environs de Jakarta (une femme est détenue pour les mêmes raisons à Tangerang, à 40 kilomètres de la capitale). Ces prisonniers ne peuvent en effet recevoir, comme à Dili, de visites de leur famille, et les paquets qui leur sont envoyés parviennent rarement à leur destinataire .

En outre, le Haut Fonctionnaire international espérait bien, au cours de ses prochains déplacements, pouvoir retrouver trace de la quarantaine de personnes portées disparues (les chiffres du CICR et de la Nonciature concordent à cet égard et oscillent entre 20 et 40), et dont certaines sont peut-être détenues dans des zones jusqu'ici interdites, comme celle de Lospalos [1].

A la lumière de ces faits, le situation n'est plus celle, en voie de nette amélioration, qui prévalait avant le 8 août dernier, mais elle n'est pas non plus aussi dramatique que la presse internationale, et notamment australienne, se plaît à la décrire. Le Ministre des Affaires Etrangères, qui s'en est pris à cette dernière mardi dernier, au cours d'un séminaire aux Célèbes, a néanmoins reconnu que certaines des critiques mentionnées étaient fondées. M. Kusumaatmadja n'en a certes pas dit plus, mais il y a tout lieu de croire qu'il s'agit de celles portant sur les Droits

.../...

---

(1) : L'Administrateur Apostolique serait le seul à pouvoir s'y rendre.

.../...

de l'Homme ; tant il est vrai que le débat ne se situe plus, pour les Indonésiens, sur la légitimité de l'autodétermination. Pour eux, l'intégration est désormais un fait irréversible, et à cet égard, il n'auront pu qu'être confortés dans leur résolution par le soutien que viennent de leur apporter les Etats-Unis qui ont refusé d'accorder un visa diplomatique à Ramos Horta pour se rendre à l'automne prochain aux Nations-Unies.

Les chiffres réévalués cités sur la force du Fretilin ne permettent pas de penser qu'il ait acquis une signification militaire nouvelle, l'intensification des affrontements tenant davantag à la volonté d'en découdre de l'armée indonésienne. Quant au soutien des populations, après les désertions qui avaient suivi l'incident du 8 août, il n'existe pas de signes qu'elles réserveraient aujourd'hui un meilleur accueil aux combattants du Fretilin, qui s'en sont même souvent fait des ennemis, comme l'indiquait Monseigneur BELO lui-même, à la fin du mois dernier, dans une interview à un journal australien[1] ./.

p.o.

Michel FREYMUTH

---

(1) : Dans des interviews récentes recueillies, il est vrai, par la presse indonésienne, Monseigneur BELO rejette les arguments des partisans de l'autodétermination à Timor Est, en faisant valoir que les conditions socio-économiques de la province s'amélioraient et que, désormais, le désir de ses habitants, devenus réalistes, était d'y vivre en paix. (Voir en annexe)